SUITE À UN DRAME QUI A COÛTÉ LA VIE À UN JEUNE

Les stagiaires du CFPA de Thénia ferment la RN 5

Les stagiaires du CFPA de Thénia, wilaya de Boumerdès, ont fermé dans la matinée d'hier, les deux sens de la voie express (RN 5 Alger-Constantine) passant devant leur établissement.

Cette obstruction survenue le premier jour de la semaine, jour de grande circulation vers la capitale, a créé deux immenses bouchons dans les deux sens de la route. Les pensionnaires du CFPA ont été, en effet, traumatisés par le drame dont a été victime Khekhal Billel, 20 ans, venu de la commune voisine d'Aït Amrane pour rejoindre sa classe.

La victime est descendue du bus et a traversé la route. En traversant la chaussée, elle a été fauchée par un camion qui roulait à vive allure. Filles et garçons du centre de formation ont déversé leur colère sur cette importante route pour l'obstruer, empêchant toute circulation automobile. Toutes les autorités de la localité ainsi que le directeur de la formation de la wilaya de Boumerdès ont par la suite accouru. Le directeur du centre, Saboundji Rabah, qui est également vice-président de l'APC de Thénia a usé de pédagogie et a appelé les protestataires à la sagesse. Ces derniers ont fini par écouter leur directeur pour libérer la route vers 9h, non sans avoir pris note de l'engagement du chef de daïra de Thénia, concernant la construction d'une passerelle dans un délai ne dépassant pas les deux mois. Il est inconcevable qu'il aura fallu déplorer la mort d'un jeune et une virulente protestation de ses camarades pour qu'enfin les pouvoirs publics prennent l'engagement de sécuriser le tronçon le plus dangereux de la RN 5 pour les piétons.

Le directeur du CFPA, Saboundji Rabah, rappelle, en effet, que cette passerelle a été demandée par ses soins en 1987, en 1988 et en 1989. Comment a-t-on pu tracer en 1983, le passage d'une important axe routier sans prévoir une passerelle à proximité d'un centre de formation et d'une entreprise publique (ex-SNIC verrerie) alors que des centaines de jeunes et de travailleurs s'y rendent quotidiennement et sont obligés, pour certains, de traverser la voie express où les automobilistes ne roulent que très rarement en-dessous des 100 km/h ?

Dans pareille situation, les institutions de l'Etat qui ont négligé cette sollicitation du responsable du centre de formation endossent l'entière responsabilité morale de ce drame.

Abachi L.

SIDI BEL ABBÈS

Rencontre des consultants et des acteurs de la société

Dans la journée de dimanche dernier, s'est tenue la rencontre entre trois consultants du Centre national d'études et d'analyse pour la population et le développement et les représentants des différents organes de la presse écrite et de la radio de Sidi Bel Abbès. La rencontre s'est articulée autour de l'amélioration de la relation entre l'administration et le citoyen, un thème initié par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avec comme objectif, la préparation d'un «focus groupe».

Cette rencontre, ponctuée par des discussions pertinentes, a été animée par des modérateurs et des facilitateurs en vue de cerner au mieux la relation entre l'administration et l'administré avec des questions sur la gouvernance locale. De riches débats ont été menés avec la presse pour avoir des opinions, évaluer la représentativité de la presse, la participation et l'engagement de l'acteur économique, recenser les préoccupations primordiales du citoyen, l'ouverture des élus au citoyen, les défaillances de l'administration, la communication entre le citoyen et l'administration. Deux questions cruciales s'imposent : le citoyen peut-il avoir facilement accès à l'administration ? Le citoyen est-il informé ? Cette rencontre ciblera dans la journée d'aujourd'hui les opérateurs économiques, les leaders et les personnes ressourcées pour des débats autour du même thème grâce aux opinions, idées et initiatives glanées.

Le Centre national d'études et d'analyse pour la population et le développement s'attellera à instaurer une meilleure relation entre l'administration et son administré.

A. M.

UN DOMICILE VIDÉ DE SES ÉQUIPEMENTS

Une personne écrouée

La 11e Sûreté urbaine de Sidi Bel Abbès est parvenue dernièrement, grâce à des informations qui lui sont parvenues, à arrêter une personne qui s'est introduite dans un domicile vide, sis au Rocher et l'a vidé de ses équipements sanitaires (lavabo, robinets, poignées de porte, etc.). Le mis en cause, âgé de 23 ans, a été écroué.

A. M.

KHENCHELA

Une société italienne pour la réalisation d'une station électrique de haute tension

Selon le wali de Khenchela lors d'une rencontre avec la presse locale, le sud de la wilaya a bénéficié d'une station électrique d'une capacité de 400 mégawatts, ce qui va définitivement régler le problème d'approvisionnement en matière d'électricité et soulager certainement les investisseurs et les agriculteurs qui ont de tout le temps appelé à bénéficier de ce projet. Selon notre interlocuteur, la réalisation de ce projet a été confiée à une société italienne et les travaux débuteront dans les prochains jours ; ce qui va provoquer plus de dynamisme et relancer les activités agricoles qui restent le poumon de l'économie de la wilaya. En effet, ce grand projet va ouvrir des horizons, surtout dans le cadre de stockage de fruits, de légumes et des céréales, la conservation et le conditionnement qui sont l'un des objectifs principaux que les autorités locales veulent réaliser. Plusieurs opérations d'investissement pour les jeunes investisseurs vont être attribuées à ces derniers sur une superficie de 49 000 ha sur 100 000 hectares du périmètre agricole, ce qui coïncide avec la régularisation de plusieurs actes de propriété.

Benzaïm Abdelouahab

AZAZGA

Sit-in des citoyens devant la daïra

Les citoyens riverains de la salle des fêtes l'Olivier ont organisé un sit-in de protestation hier devant la daïra pour exiger la fermeture de cette salle située sur la RN 12 à la sortie de la ville laquelle ne dispose pas d'autorisation des autorités, selon les manifestants.

C'est le 3e sit-in qu'organisent les riverains «pour mettre les autorités devant leurs responsabilités» puisque cette salle a fait l'objet d'un arrêté de fermeture qui n'a jamais été appliqué en dépit de sa notification au propriétaire par la police. Selon les protestataires, le propriétaire aurait profité de la situation confuse générée par les événements du Printemps noir «pour activer en toute illégalité». La décision de recourir à cet énième sit-in fait suite, toujours d'après les protestataires, aux incidents survenus sur le site l'avant-veille, incidents provoqués par les fêtards et qui ont débordé sur la voie publique avec des scènes de violence devant les habitations.

Selon les riverains, le propriétaire avait fait l'objet d'une condamnation à 3 mois de prison alors que la salle a été mise sous scellés par la justice suite aux plaintes des riverains. Mais une fois sorti de prison, il a repris ses activités qui génèrent, selon les riverains, de lourds désagréments au voisinage avec tous ces bruits assourdissants qui se poursuivent jusqu'à des heures tardives de la nuit, un tapage nocturne exacerbé par des coups de fusils qui résonnent de jour comme de nuit, affirment les protestataires qui ont été reçus par le chef de daïra.

Selon les riverains, le représentant de l'administration a fait montre de sa volonté de régler le problème par la saisine des autorités judiciaires et de police. A ces désagréments, s'ajoutent, toujours d'après les riverains, des booms organisées au mépris de la loi puisque le gérant ne dispose selon eux d'aucune autorisation ni registre du commerce, chose confirmée selon eux par la daïra. Le vide juridique est, d'après les manifestants, la raison principale de la non-exécution de l'arrêté de fermeture du wali. Dans un souci d'information objective, on s'est déplacé à l'établissement en question pour avoir la version du propriétaire mais ce dernier était malheureusement absent.

S. Hammoum

UNE STÈLE EN HOMMAGE AUX TROIS VICTIMES DE L'INCURSION TERRORISTE AU VILLAGE EL BIR

Afin que nul n'oublie Karim, Brahim et Rabah

«O, Kenza, ma fille, ne pleure pas», le célèbre hymne à la résistance de Lounès Matoub n'a pas cessé de vibrer au village El Bir ce samedi, avant l'inauguration officielle du monument à l'effigie des trois victimes de l'incursion terroriste du 19 août 2011 Rabah Slifi, Karim et Brahim Issaoun.

Photo : DR.

Beaucoup de monde a pris part à cette journée de recueillement. Du président de l'APW au chef de daïra de Maâtkas en passant par le président de l'APC de Maatkas, la députée Lila Hadj Arab, le commandant du secteur militaire, le chef de Sûreté de daïra, les élus locaux, les présidents des comités des villages de la commune… ont tous tenu à assister à cette commémoration où l'émotion était omniprésente et la douleur grande.

A la vue des trois portraits des martyrs de la résistance, nul ne pouvait retenir ses émotions parmi les proches mais aussi chez des anonymes, on craquait les uns après les autres sous les youyous stridents des femmes.

Cette stèle d'une beauté magnifique a été érigée en l'espace de 29 jours, un temps record qu'aucune entreprise en bâtiment ne pourrait égaler. La volonté des villageois de pérenniser la mémoire des Rabah, Karim et Brahim tombés au champ d'honneur pour défendre la dignité du village et dire basta à la hogra a fait «exploser» tous les délais techniques de réalisation d'une œuvre architecturale. Bravo aux concepteurs de ce chef-d'œuvre, Youcef Abbour et ses camarades Mohamed et Saïd, bravo aux maçons et aux jeunes bénévoles.

«L'idée de réaliser une stèle à la mémoire de nos trois martyrs nous est venue automatiquement, nous les jeunes de l'association Assirem. Nous remercions tous ceux et celles qui ont contribué à cette initiative», dira Boussad Daffeur, un jeune villageois. Le comité de village d'El Bir est également à saluer à plus d'un titre pour l'organisation parfaite de cette journée tout simplement historique. Pour ce qui est du monument, il est conçu d'une façon symbolique et représente les trois victimes comme rameaux soutenant un tronc principal plus haut qui est le village. Tout le monde aura compris l'œuvre. C'est une illustration de la résistance et de la dignité.

La prise de parole a été aussi marquée par l'émotion et le recueillement. C'est dire que toute l'assistance, toute la population de Maâtkas a signé le contrat moral, hier, de ne pas oublier Rabah, Karim et Brahim et toutes les autres victimes du terrorisme. C'est le message que nous avons saisi de tous ceux et celles que nous avons approchés dans cette circonscription qui a payé un lourd tribut au terrorisme islamiste.

Amayas Idir